

20240506 Lyon Mag

<https://www.lyonmag.com/article/135977/je-dois-faire-des-choses-horribles-pour-survivre-retour-a-la-rue-pour-les-168-occupants-du-gymnase-dargent-a-lyon>

"Je dois faire des choses horribles pour survivre" : retour à la rue pour les 168 occupants du gymnase Dargent à Lyon



DR

Parmi la centaine de femmes qui occupaient le bâtiment, trois ont accepté de nous confier leur histoire, sous le lead de Juliette Murтин.

Vendredi après-midi, les membres des collectifs Solidarité entre Femmes à la Rue, Droit au Logement 69, et Jamais Sans Toit ont entrepris d'occuper le gymnase Marcel Dargent, dans le 8e arrondissement de Lyon. Quelques heures plus tard, les forces de l'ordre sont intervenues à la demande de la Ville pour libérer le bâtiment, principalement au regard du "manque de dignité" qui réside dans cette solution d'hébergement, selon la municipalité.

"On a ouvert les portes du gymnase, 170 personnes sont entrées accompagnées d'une quarantaine de soutiens, qui se sont mises dans un coin pendant que l'entraînement de jeunes volleyballeurs en cours s'est un peu prolongé.", raconte Juliette Murтин, porte-parole des collectifs Jamais sans Toit et Solidarité entre Femmes à la Rue. "Ça s'est fait dans le calme : pour ces femmes, c'était un immense soulagement de pouvoir entrer dans ce lieu. Certaines se sont allongées dans un coin et se sont endormies, dans la rue elles passent leur temps à veiller sur leurs enfants."

Un sentiment de sécurité de courte durée puisqu'après avoir reçu un SMS de [Sandrine Runel](#), adjointe aux Solidarités de la Mairie, qui annonçait être prête à discuter le lendemain, les réfugiés ont vu le gymnase se faire encercler par la police municipale, avant d'être rejointe par la police nationale. "L'expulsion n'était pas mentionnée dans les messages, et Mme Runel a dépêché la Police Municipale qui nous a empêché de faire entrer les médias et de ravitailler les enfants."

La suite des événements s'est donc déroulée de la façon suivante : "l'expulsion s'est faite sans débordement, ce qui n'était pas simple puisque plusieurs personnes voulaient rester et

continuer de faire une sorte de blocus. On a décidé collectivement de se replier, au vu du nombre de femmes enceintes et d'enfants."

En parlant aux acteurs de cette occupation-éclair, certains sentiments persistent et reviennent de témoignage en témoignage : "le désarroi", "le désespoir", "délaissées", "abandonnées", et "colère".

Un retour brutal à la réalité

Parmi ces femmes, qui ont dû retourner à leurs conditions de vie précaires, Germique, une Camerounaise de 30 ans, enceinte d'un mois. *"On était très heureuses, mais malheureusement la joie n'a pas duré longtemps. Cela fait trois jours que je suis à la Guillotière, je traîne à côté des restaurants pour avoir à manger, je reste dans un coin sombre du métro quand je peux."* Germique a fui le Cameroun après un viol collectif, effrayée par ses conditions de vie au pays.

Depuis l'expulsion, elle vit sous un pont, à Villeurbanne, en compagnie de plusieurs dizaines de personnes en précarité : *"je suis aide-soignante, mais on ne veut pas m'embaucher car je n'ai pas de papiers. J'ai travaillé deux mois, on ne m'a pas payé, et je n'ai pas pu me défendre car je suis en situation irrégulière. Je dois faire des choses horribles pour survivre, j'ai dû me prostituer, manger des déchets. Certains dorment dans des bennes."*

Prises dans un cercle vicieux entre situation d'irrégularité et refus d'être embauchée, Germique n'est pas la seule à peiner à survivre : *"je travaille au noir parfois, je fais le ménage"*, raconte Dalal, une Algérienne de 37 ans, arrivée en France voilà deux ans. *"Mais personne ne veut nous embaucher. Mon fils a treize ans, on a eu un espoir d'avoir un toit pour être à l'aise, et après une demi-heure des dizaines de policiers sont arrivés en nous traitant de clochards"*. Au téléphone, sa voix tressaute. *"Les enfants se sont fait pipi dessus. J'ai eu très peur."*

Dalal vit dans la rue avec son fils. Venue en France pour retrouver son mari, celui-ci a divorcé à son arrivée. Depuis, elle survit de squat en squat, de canapés d'amis à la rue. *"On a vécu avec deux copines dans un squat, sans électricité et avec une seule bombonne de gaz, avec tous nos enfants."* Classée prioritaire pour l'accès à un logement d'urgence, le manque de place dans ces derniers l'a abandonné à la rue ces derniers mois.

Samedi, les membres du collectif se sont rendus devant l'Hôtel de Ville et ont *"crié, crié"* d'après les mots de Samira, Algérienne qui avait investi le gymnase avec ses quatre enfants. Celle-ci habite un squat à Vaise, dans un immeuble qui sera bientôt démoli. Elle a fui son pays à cause d'un ex-mari violent : *"je ne pourrai jamais rentrer à cause de lui"*, raconte-t-elle.

Mais samedi, alors que ces quelques dizaines de femmes et leurs enfants étaient devant la mairie, celle-ci a fait la sourde oreille. *"On a crié, sous la pluie, on avait l'impression d'être délaissés, personne n'est venu. C'est comme si on ne nous écoutait pas"*, raconte Germique, sanglotant dans le combiné. *"On a essayé de faire passer le message à la mairie, mais personne n'est descendu"*, décrit Samira.

De son côté, [Marie-Charlotte Garin](#), députée écologiste de la 3e circonscription du Rhône, a publié un communiqué appelant à la médiation entre les collectifs et la Ville. Car il y a de la

friture sur la ligne, surtout après la "trahison" de Sandrine Runel et son SMS, dont elle annonce un contenu différent aux médias. *"Ce sont nos revendications de vendredi, avant l'occupation du gymnase. Nous nous sommes rassemblés devant la Métropole, demandant une discussion rassemblant la Métropole, la Mairie, la Préfecture et les collectifs autour d'une table."* explique Juliette Murin.

Si la question a été traitée médiatiquement par les élus, reste à voir si ces derniers s'engageront dans des discussions avec les collectifs, qui n'ont pour l'instant *"pas eu de retours."*

A.V.